

Au lendemain de son entrée en territoire rwandais, un premier détachement français a poursuivi vendredi l'évaluation des besoins humanitaires dans le sud-ouest du pays. Quelque 8 000 réfugiés tutsis, regroupés dans un camp à Nyarushishi, ont été placés sous la protection de parachutistes. L'état-major des armées françaises a annoncé que les soldats ont découvert jeudi «quelques fosses communes» dans la région de Cyangugu, sans pouvoir préciser le nombre des victimes ni leur appartenance ethnique.

Sur le plan diplomatique, six pays de l'UEO, l'Union de l'Europe occidentale (Belgique, Pays-Bas, Portugal, Espagne, Allemagne et Grande-Bretagne), apporteront une aide logistique ou humanitaire à l'opération française, à laquelle les Nations unies avaient donné leur feu vert. L'Italie est de son côté prête à envoyer des hommes sous réserve qu'il y ait un accord formel de tous les belligérants. Par ailleurs, selon le Quai d'Orsay, l'Égypte a fait savoir qu'elle était prête à participer en hommes à l'opération conduite par la France.

LA FRANCE S'ENGAGE A L'OUEST DU RWANDA

Le ministre des Affaires étrangères, Alain Juppé, s'est félicité vendredi des premiers résultats «diplomatiques et politiques» de l'intervention humanitaire française au Rwanda, en estimant qu'elle avait «un peu réveillé l'apathie qui s'était installée». Sur place, le détachement français d'une soixantaine d'hommes, arrivé jeudi après-midi dans le sud-ouest du pays, a poursuivi vendredi l'évaluation des besoins humanitaires des populations civiles de la région. Pour l'instant, les soldats ont visité cinq localités entre Cyangugu et Kibuye, près du lac Kivu, et installé un hôpital de campagne à la frontière zairoise. Environ 8 000 Tutsis sont installés dans trois ou quatre camps de la région.

Lors d'un point de presse, le général Germanos, adjoint au chef d'état-major des armées, a indiqué que les troupes françaises avaient découvert «quelques fosses communes», sans préciser l'appartenance ethnique des victimes. Au total, un millier d'hommes de l'infanterie de Marine et de la Légion étrangère étaient déployés vendredi, en majorité à Bukavu et à Goma, au Zaïre, à deux pas de la frontière.

Vendredi, 40 des 300 soldats sénégalais qui participeront à l'intervention devaient quitter Dakar pour rejoindre la frontière zairo-rwandaise. De son côté, l'Égypte a fait savoir qu'elle «était prête à participer en hommes» à l'opération, a annoncé le Quai d'Orsay, en précisant que l'Italie avait confirmé qu'elle prendrait la même initiative, à condition d'obtenir l'aval des belligérants. Pour l'instant, elle a déjà expédié 30 tonnes d'aide humanitaire. Des discussions se sont tenues par ailleurs entre experts militaires français et américains «pour préciser la contribution» des États-Unis à l'opération.

La Belgique, les Pays-Bas, le Portu-

gal, l'Espagne, l'Allemagne et la Grande-Bretagne, dont les représentants étaient réunis vendredi à Bruxelles pour une réunion de l'Union de l'Europe occidentale (UEO), ont décidé de coordonner leurs efforts financiers, matériels ou humains, pour contribuer à l'intervention.

Les chefs d'État des six pays de l'Union des États d'Afrique centrale (Congo, Cameroun, Tchad, Centrafrique, Guinée Equatoriale, Gabon) ont, quant à eux, «accueilli avec sou-

agement l'initiative courageuse et humanitaire du gouvernement français». Le gouvernement du Cap-Vert a lui aussi apporté son soutien à l'intervention française. Ces réactions tranchent avec les prises de position de l'OUA, qui avait mis en garde contre «les dangers» d'une opération entreprise sans l'accord des belligérants. Une opinion partagée par divers pays africains anglophones et plusieurs partis d'opposition dans les pays francophones.

S. Etr.

Le sentiment antifrancçais domine toujours Kigali

Si le FPR, qui gagne du terrain dans la capitale, semble assouplir sa position, des réfugiés ont manifesté contre l'intervention de la France.

Kigali, envoyé spécial

Les diatribes antifrancçaises lancées par le Front patriotique rwandais (FPR) depuis le début de l'opération Turquoise ont considérablement perdu de leur vigueur hier. «S'ils s'en tiennent à la mission humanitaire promise, alors on jugera sur pièces», a déclaré le colonel Franck Mugambage, commissaire politique de l'Armée patriotique rwandaise. Nous n'écartons pas pour autant la possibilité d'un plan secret français visant à rétablir au pouvoir le gouvernement précédent», a précisé l'officier. Il a cependant refusé de dire si le FPR avait assoupli sa position à la suite de la visite, jeudi, de deux émissaires français, dont l'ancien ambassadeur au Rwanda, Jean-Michel Marlaud, reçus par le président du FPR, Alex Kinyarengwe.

A Kigali pourtant, le sentiment anti-francçais domine. Que ce soit dans la zone gouvernementale ou dans les quartiers conquis par le FPR, il faut désormais justifier de sa nationalité. Dans le centre de la capitale, toujours sous contrôle gouvernemental, les *interahamwe*, ces miliciens hutus responsables de la plupart des massacres de Tutsis et d'opposants hutus, arrêtent désormais tous les véhicules des Nations unies et réclament qu'on leur livre les ressortissants français. Ceux-ci ne doivent leur salut qu'à la présence - non armée - des Casques bleus de la Mission des Nations unies pour l'assistance au Rwanda (Minuar).

Du côté du FPR, le franchissement des barrages routiers, qui relevait jusqu'à présent de la formalité, tient aujourd'hui du pari. Hier matin, plusieurs milliers de réfugiés hutus et tutsis de la banlieue est de Kigali ont formé un long cortège entre les camps de Ndera et de Kabuga, deux villages abandonnés dans lesquels le FPR a

installé les réfugiés recueillis par la Minuar à l'hôtel des Mille Collines et à l'église de la Sainte-Famille. «Le FPR nous a sauvés et les Français veulent maintenant nous tuer», pouvait-on lire (en anglais) sur une pancarte brandie par la foule. En tête de cortège, un immense portrait de François Mitterrand, auquel les manifestants avaient accolé les mots de «traître, tueur, truand et marchand de drogue» (allusion aux rumeurs qui courent à Kigali, selon lesquelles le fils du président français, Jean-Christophe Mitterrand, aurait été impliqué dans l'exploitation de champs de hashisch dans l'Est du pays).

Sur le parcours, les quelques soldats du FPR qui traversaient le cortège dans leurs camions étaient vivement applaudis et le passage (inopiné?) du général Paul Kagame, chef d'état-major de l'armée rebelle, provoquait une explosion d'applaudissements suivis de danses et de chants.

A quelques kilomètres de là, les rebelles ont poursuivi leur lente progression sur la capitale. Ils auraient conquis cinq nouvelles positions, au terme d'une des journées de combats les plus sanglantes de ces dernières semaines. Les tirs de mortiers et de l'artillerie rebelle, qui ont commencé dès le milieu de la nuit et n'ont pris fin qu'en milieu d'après-midi, n'ont laissé aucun répit aux forces armées rwandaises et à la garde présidentielle, condamnées à se terrer sans pouvoir riposter. En fin de matinée, un des obus tirés par le FPR a transpercé le toit de l'hôpital de la Croix-Rouge, pour la troisième fois en trois semaines, et tué au moins sept personnes parmi les blessés qui se trouvaient dans la salle des urgences.

Alain FRÉLÉ

